

De l'individu au collectif

Author : glenn-marlier

Date : 15 décembre 2010

Le terme de «?collectivité?» recouvre un ensemble très vaste de représentations, certaines d'entre elles remontant parfois à l'aube des temps. La collectivité définit un groupe d'individus habitant un même pays, une même agglomération ou ayant des intérêts communs.

A leurs débuts, les collectivités défendaient d'ailleurs un intérêt plus qu'existential?: celui de leur survie. Il s'agissait de se réunir pour perdurer.

De par le monde, de nombreux groupements ont éclos, plus ou moins éphémères. Certains minuscules et insignifiants, d'autres puissants et millénaires. Ils se dénommèrent sous divers vocables jusqu'à aujourd'hui, que ce soient en tribus, civilisations, fédérations, empires, royaumes... Ce concept d'union des forces a joué un grand rôle dans l'expansion de l'espèce humaine. Sans lui, l'individu se serait senti terriblement isolé face à l'immensité du monde dans lequel il évolue. De fil en aiguille, les avantages liés aux collectivités, à l'union de forces parfois disparates, permirent aux hommes de réaliser d'étonnantes prouesses (et malheureusement aussi de terribles désastres), qu'elles soient architecturales, philosophiques, sociales ou scientifiques.

Les associations de particuliers

Au sein de ces groupements se sont développés d'autres types de rassemblements, destinés à défendre des intérêts beaucoup plus spécifiques. Les guildes, corporations, ou, plus récemment, les associations en tous genres ont vu le jour dans un but bien précis?: défendre les intérêts de particuliers qui, sans le soutien du groupe, auraient moins de chances de se faire entendre. Certains individus militent au sein de groupes dénommés «?collectifs?» pour défendre une cause. Ceux-ci se distinguent de leur paronyme «?collectivité?» de par la mission qu'ils se sont fixés. Le collectif se définit comme «?un groupe de personnes qui assurent d'une manière concertée une tâche politique, sociale, syndicale ou professionnelle précise?» (définition du « Petit Larousse?»).

L'idée ici consiste surtout à permettre à des revendications d'émerger et leur fournir un poids important. Les actions des collectifs s'apparentent souvent à une démarche militante, ou du moins de résistance, comme celle du Collectif Sans Ticket né en Belgique, en mai 1998, *«?du croisement d'une double dynamique : les collectifs de chômeurs de Liège et Bruxelles et un centre social à Bruxelles étaient apparus les mois précédents. Schématiquement, la volonté de se rencontrer, de s'organiser entre chômeurs nous avait amené à nous déplacer en train. Après quelques mois de bricolage et de bouts de ficelle, nous ne pouvions plus supporter les dépenses de transport. [...] Nous nous sommes réunis autour d'une volonté d'intervention directe à la fois ancrée dans nos conditions d'existence (comme travailleurs précaires, chômeurs-ses, allocataires sociaux, étudiants) et sous-tendue par le projet de transports de service public, c'est à dire accessibles à tous, indépendamment du statut ou des revenus?»*

(Extrait d'une interview publié dans "No Pasaran" du mois de septembre 2001 et dans la brochure «?Fraude de mieux?» aux éditions Réflexes.)

L'existence des collectifs est ainsi associée à l'émergence de solidarités organisées, permettant à ses membres, des citoyens «?ordinaires?», de mener des actions face aux nombreuses problématiques de nos sociétés actuelles, les portant ainsi sur le devant de la scène, à la connaissance de la collectivité. Les revendications sociales, culturelles ou économiques, sont au centre de leurs préoccupations.

Le collectivisme politique et économique

Le terme collectivisme désigne, quant à lui, une forme d'organisation basée sur la collectivité. Il est fortement associé à l'idéologie communiste. Il est utilisé de manière péjorative par de nombreux milieux politiques, de droite essentiellement, effrayés par les notions de collectivisation des moyens de production, d'abolition du capitalisme ou tout simplement d'interventionnisme croissant qu'il sous-entend.

Pour les libéraux, ce mode de pensée tend à nier les droits des individus, notamment celui de la propriété privée, fondement de leur politique, plus axée sur l'individualisme. Celui-ci est une conception politique, sociale et morale qui tend à privilégier les droits, les intérêts et la valeur des individus par rapport à ceux du groupe. Elle prône l'autonomie individuelle face aux diverses institutions sociales et politiques.

Poussés à leurs extrêmes, les deux visions semblent inconciliables?: l'une risque en effet de déboucher sur un égoïsme désastreux pour la société et l'autre sur «la tyrannie de la majorité », une notion reprise en cœur par les tenants du libéralisme.

L'individu, élément de la collectivité

En réalité, une société «?saine?» est le résultat de l'association d'intérêts particuliers et collectifs. Un juste équilibre doit être trouvé pour assurer une vie décente à tout un chacun. L'affirmation de l'individu peut être considérée comme un moyen de mettre en valeur les talents individuels pour construire une organisation collective viable et agréable. En même temps, la cohésion de la collectivité se doit d'être assurée. Une société un tant soit peu évoluée se doit de prendre soin des plus démunis et d'assurer à ses membres une qualité de vie adéquate.

Las, aujourd'hui, les sociétés libérales mettent l'accent sur les droits et les libertés des individus, surtout lorsque ceux-ci ont les moyens de les défendre et beaucoup moins sur leurs devoirs. Il est certain que l'individualisme est bien plus intéressant pour les nantis que pour les dépossédés. Ces derniers peuvent toujours tenter de s'organiser mais sans l'appui des plus aisés, leurs actions seront vouées à l'échec. Cette situation de fait engendre une méfiance des masses les plus démunies vis-à-vis d'une collectivité qui, après tout, les abandonne. Comment, dès lors, les pousser à s'investir ou à respecter leur société?? Force est de constater que la balance penche en faveur d'un individualisme toujours poussé davantage à l'extrême?:

l'intérêt général n'a pas la cote et ne compte pas assez de partisans. La collectivité ne dispose que de peu de pouvoirs et est surtout sollicitée lorsqu'un écueil surgit.

La dernière crise financière en est un exemple frappant?: le secteur financier, si prompt à revendiquer son indépendance, s'est tourné vers les Etats pour sortir de la spirale infernale dans laquelle il s'était engouffré et qui menaçait son existence. Il n'aura pas fallu beaucoup de temps pour que cet épisode soit relégué aux oubliettes ainsi que les belles déclarations faites à l'époque, pour encadrer et réguler le monde financier.